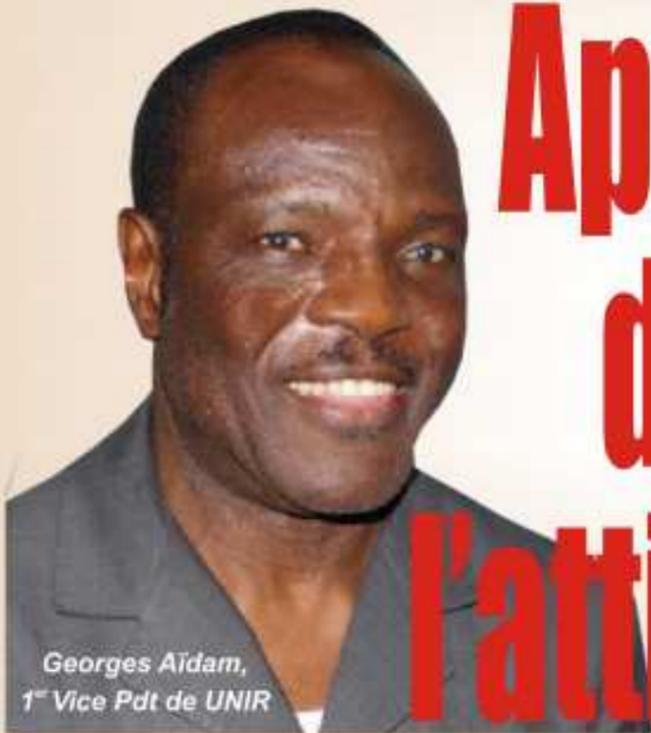


## LÉGISLATIVES 2013 / UNIR



Georges Aidam,  
1<sup>er</sup> Vice Pdt de UNIR

# Après la compétition des candidatures, l'attirance sur le terrain

P.3

### AFFAIRE KPATCHA GNASSINGBÉ

## La Cour de la CEDEAO équitabile



Kpatcha  
Gnassingbé

P.4

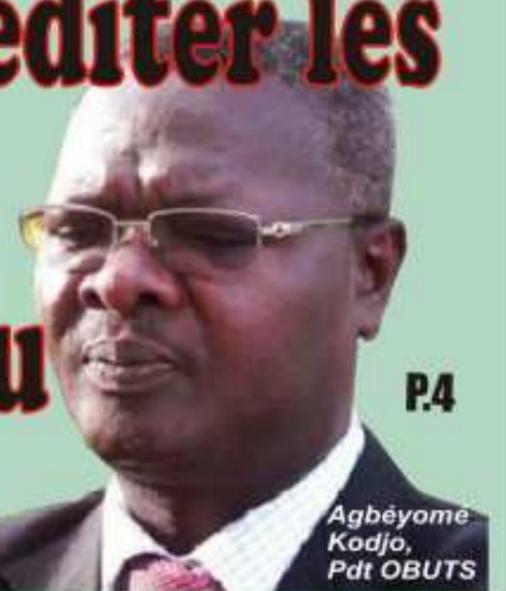
### TOGO: POLITIQUE & MEDIA

## Ne demandez pas à Fabre de reconnaître la liberté aux Journalistes



J-P Fabre,  
Pdt ANC

## Agbéyomé Kodjo veut rééditer les tueries de Fréau Jardin



Agbéyomé  
Kodjo,  
Pdt OBUTS

P.4

### RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ À L'HORIZON 2015

## Le MCNP de ReDéMaRe, la solution!



P.2

## Togocel: 15 ans d'engagement dans l'humanitaire et l'excellence

RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ À L'HORIZON 2015

# Le MCNP de ReDéMaRe, la solution !

2015 verra l'échéance des Objectifs du Millénaire pour le Développement(OMD). Plusieurs années de préparation et de rencontres ont permis de dégager en l'an 2000 huit principaux objectifs dont le premier est de réduire l'extrême pauvreté de moitié sur la planète Terre à l'horizon 2015. A deux ans de l'échéance, avons-nous des raisons d'espérer réduire l'extrême pauvreté dans le monde ? A quelles initiatives crédibles pouvons-nous nous accrocher ?

**Des années de préparation pour des mesures difficiles à tenir.**

Annoncé en 1998, le Sommet du Millénaire a été accompagné d'une campagne d'information internationale de deux ans. Elle avait pour objectifs la consolidation de l'engagement de la Communauté Internationale et le renforcement des partenariats avec les gouvernements et la société civile pour bâtir un monde sans laissés-pour-compte. Elle a aussi permis de mettre en valeur le principe énoncé par Kofi ANNAN le Secrétaire Général de l'ONU à l'époque dans son rapport pour le Millénaire selon lequel l'être humain doit être mis au centre de tous les programmes.

Pendant deux ans, les gouvernements du monde appuyés de groupes d'experts internationaux ont planché sur la préparation du sommet du Millénaire. Il s'est finalement tenu du 6 au 8 septembre 2000 au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York. Elle a constitué, à ce moment, le plus grand rassemblement de chefs d'État et de gouvernement de tous les temps. Il a débouché sur l'adoption par les 189 États Membres de la Déclaration du Millénaire, qui énonce les huit OMD.

Parmi les objectifs à atteindre à l'horizon 2015, les dirigeants du monde entier ont convenu, en première place, d'« Éradiquer l'extrême pauvreté et

la malnutrition ». En effet, la famine, la malnutrition, l'accès aux soins de santé, à l'éducation et à l'eau potable sont des indicateurs de la précarité dans les pays du sud. Des années après cet engagement, tous les acteurs, y compris l'actuel Secrétaire Général des Nations Unies, restent dubitatifs quant à l'atteinte réelle de ces objectifs. Aujourd'hui encore, plus d'un milliard de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté dans le monde.

Cependant, le doute perceptible à l'échéance 2015, loin d'être synonyme d'échec pour les dirigeants et gouvernements au devant de la scène mondiale pourra à l'horizon 2015 être non seulement un échec, mais aussi une insulte au Savoir dont nous sommes tous porteurs.

Libéré de tous les jugs et porté par la toile internet, l'intelligence humaine doit se sentir à présent, interpellé par ce Défi. Il s'agit de l'ensemble des composantes sociales sans distinction aucune, représentés par leurs dirigeants pour bâtir un monde qui mette l'Homme au centre de toutes préoccupations. C'est la volonté universelle et son principe auxquels il y a lieu de répondre, de façon concrète par l'Economie Universelle de l'Investissement pour le Revenu Périodique Garanti et le Salaire que propose le Réseau pour le Développement de la masse sans ressources(ReDéMaRe) à travers son produit le MCNP.

**Le MCNP, qu'est-ce ?**

Mis sur la toile internet sous forme de progiciel dénommé Marché de Crédit en Nature Pérenne (MCNP), ce concept a le mérite d'être le premier «protocole Web » permettant l'ouverture d'un Compte Marchand (CM) à chaque individu sans exclusion aucune. Le compte marchand est le premier du genre à constituer à la fois un compte producteur des ressources d'investissement

pour tout investisseur, des ressources de salaire pour tout salarié et des ressources de revenu pour tous répondant au principe directeur susmentionné.

L'ère des richesses immatérielles de l'information, de la communication et donc du savoir partagé a désormais l'outil MCNP pour concilier efficacité du marché libéral et justice sociale, par le savoir, haute technologie de production et haute technologie de la répartition.

Essentiellement marchands, les trois produits du MCNP à savoir investissement, salaire et revenu sont des marchandises à acquérir grâce au capital espèce, numéraire, monnaie de banque fiduciaire qui ne se confond pas aux trois produits-marchandises du MCNP. Ce capital, monnaie de banque déboursée pour acquérir ces trois marchandises sur le MCNP forment le Fonds de Garantie du Financement en Nature (FGFN), gage de toute solvabilité pérenne du marché assurée par les Partenaires Bancaires et Financiers(PBF) qui logent pour le compte du MCNP ce fonds en guise de dépôt pour toutes les opérations de crédits bancaires en faveur des différents utilisateurs sur le MCNP.

Si la haute technologie de production mondiale démontre de façon tangible sa capacité à l'abondance du revenu en nature biens, produits et services susceptibles de satisfaire tous les ménages, la haute technologie de la répartition est la seule à être apportée à la première pour l'atteinte de cette abondance à la portée exceptionnelle de tous. Point n'est besoin d'être économiste, cela va de soi grâce au MCNP qui constitue en lui-même l'économie, l'intelligence collective qui fait de tous des économistes universels mieux que les Communautés des Nations de tous les temps.

Fort heureusement, l'ère du numérique a ouvert la porte à la répartition qui ne peut être juste que par l'immatériel qui porte le réseau mondial du savoir, l'internet et les systèmes informatiques qui le soutiennent.

La monnaie numérique, le marché numérique, la finance numérique sont entre autres les sciences de la répartition équitable qui génèrent de façon absolue la solvabilité pour tous, acteurs universels du marché que nous sommes appelés à être sur la toile. La solvabilité n'est donc pas une question matérielle, mais une question numérique!

C'est un Revenu Périodique Garanti numérique, renouvelable de façon pérenne par simple jeu d'écriture pour créditer les Comptes Marchands accessibles à chaque être humain. Le Compte Marchand qui n'est pas synonyme de compte bancaire est la nouveauté du savoir pour apporter le Revenu Périodique Garanti (RPG), fruit de l'investissement, le marché numérique qui assurera à jamais le plein emploi des ressources renouvelables garantissant le salaire à tout travailleur.

Chaque porteur d'un Compte Marchand est un investisseur sur le marché numérique qui achète son pouvoir d'achat au prorata du capital, hier servant de débours ou d'épargne. Le travailleur salarié, employé du marché numérique est l'exploitant de l'investissement au service de l'investisseur universel qu'est chaque être humain sur la terre. Revenu numérique, investissement (marché numérique) et salaire numérique sont donc les trois clés portées par les Comptes Marchands du Marché de Crédit en Nature Pérenne à la disposition des porteurs du savoir que nous sommes tous sur la toile pour éviter l'insulte que constituerait notre échec face aux O.M.D et relever le défi qui se posent à tous.

Face à cette préoccupation et loin de croire à la désuétude du système bancaire et financier mondial, le Compte Marchand du MCNP lui apporte sans faille la possibilité de lui coupler un compte bancaire pour cause de prêts bancaires garantis par la solvabilité du Revenu Périodique Garanti que génère pour chacun le Compte Marchand. Ainsi, pour chaque dirigeant, le slogan sera: «A chaque être humain un compte bancaire couplé à son Compte Marchand pour la bancarisation universelle sans laissés- pour -compte».

Le prêt, le crédit, le levier économique fondamental pour tout progrès jadis miné par l'insolvabilité, trouvera à son service le Savoir numérique maîtrisé pour bouter à jamais l'endettement hors de toutes les nations.

L'appel est donc expressément lancé à l'endroit de l'élite mondiale pour amorcer l'ère nouvelle de l'Economie Universelle de l'investissement pour le Revenu Périodique Garanti pour tous loin de toute rareté d'emploi-salaire, ceci pour concilier l'efficacité économique et la justice sociale pour le marché dans le nouveau capitalisme vertueux.

En définitive modèle de l'Economie Universelle de l'Investissement pour le Revenu Périodique Garanti, par son système MCNP s'offre de façon pragmatique et concrète comme un outil crédible susceptible de réaliser efficacement la réduction de la pauvreté, voire son éradication pure et simple. Ainsi, la volonté manifestée dans les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement et le principe directeur qui l'accompagne trouvent leur réponse adéquate dans le progiciel MCNP mis sur internet, à la disposition de la Communauté Internationale.

**Cellule de communication**



## Editorial

Par Peter Awui

## Préalables têtus, élections têtues !

Si ce n'est pas 23 ans de renforcement de la démocratie, c'est au moins 23 ans de son apprentissage véritable au Togo. Y a-t-il une école des préalables ? Ou les préalables sont-ils l'école de l'apprentissage démocratique ? Le Togo reste, malgré ce long parcours, confronté à la gangrène du culte de la contestation. Si la démocratie suppose que même ceux qui ne vivent que des préalables soient aussi écoutés par la Nation à travers ceux qui l'incarnent et la représentent, la perpétuation de l'intransigeance des préalables n'en est pas un principe fondamental.

A part cette conception purement existentielle, le collectif « Sauvons le Togo » n'a droit à aucun crédit comme protagoniste, à partir du moment où il n'a ni suspendu ni levé l'appel à la désobéissance civique et à la violation de la morale commune à travers des rites diaboliques, ésotériques et machiavéliques contre le pouvoir et le fauteuil présidentiel pour la conquête desquels ils ne finissent pas la course.

Les grandes démocraties ont un élément caractéristique fondamental, c'est que leurs citoyens et leurs partis politiques s'entendent toujours pour dire et jurer qu'ils s'entendent chaque fois que nécessaire pour ne s'opposer qu'à ceux qui s'opposent à leurs intérêts communs. Considérées comme jeunes par contre, les démocraties africaines, elles par contre, souffrent de leur principal élément caractéristique, c'est que des acteurs politiques s'entendent pour dire, clamer, voire jurer qu'ils ne pourront jamais s'entendre, même autour et sur le terrain d'entente à savoir l'intérêt de leur pays. Quand le pouvoir tend la main au Togo, il y a une classe de l'opposition qui la trouve pas très sincère, une deuxième classe qui la voit invisible et une troisième classe qui la trouve trop gourmande. De ces trois positions, laquelle est-elle proche d'être conciliée avec celles des partis au pouvoir en Afrique ? Il n'y en aura une qu'à l'avènement de la concorde d'opposition.

Les partis candidats à la candidature pour succéder à un parti candidat à la conservation de sa majorité ou de son pouvoir, s'enferment donc dans cette logique de Gribouille, et refusent d'ouvrir les chances d'émancipation politique à leur base militante – si elle existe – notamment aux femmes. La classe de l'opposition politique togolaise n'ayant appris qu'à diaboliser les zones à elle favorables, la démocratie buissonnière d'où elle n'a maîtrisé que le façonnage des préalables, ne peut les conduire que vers la fuite des compétitions électorales ou vers l'hypothèque des chances de succès de celles-ci.

Il n'y a que l'ouverture politique du Président Faure Gnassingbé et du Gouvernement pour reporter les échéances électorales prévues constitutionnellement en novembre 2012 et ceci plusieurs fois, jusqu'à ce qu'on soit encore à des préalables. Mais le peuple et ses témoins nationaux et internationaux doivent savoir que les préalables ne sont pas plus têtus que les élections. Deux grands partis de l'opposition sont déjà en campagne, et leur représentativité de ce camp en face de l'Union pour la République (UNIR), parti au pouvoir, ne fait pas douter d'elle.

Bonne chance au processus électoral et à tous les partis politiques en compétition.

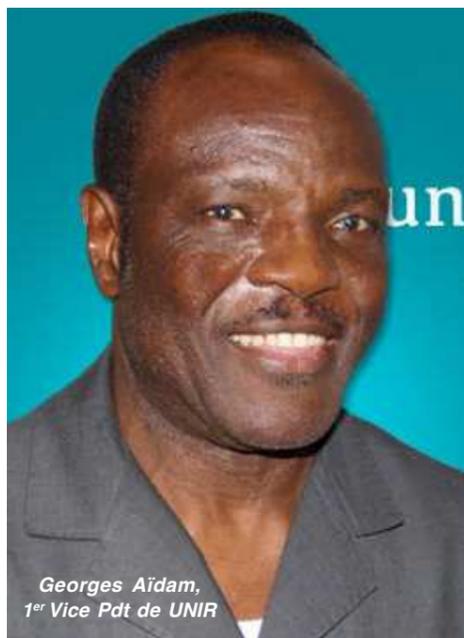
## LÉGISLATIVES 2013 / UNIR

## Après la compétition des candidatures, l'attrance sur le terrain

Les opérations « haute séduction » ont commencé depuis le samedi 6 juillet 2013 pour l'Union pour la République (UNIR), le parti du peuple, parti présidentiel. Dans l'ensemble des circonscriptions, les populations ont eu droit ce week-end à des exposés-présentations.

Dans une de ses éditions spéciales, l'hebdomadaire Le Médiateur montrait comment l'Union pour la République (UNIR) « sera plus fort » que l'ex RPT. Notre desk politique avait trouvé un premier élément de l'équation, même avant la signature de l'Accord politique entre l'Union des Forces du Changement (UFC), parti de l'opposant historique et le Rassemblement du Peuple Togolais, ex parti présidentiel. Il s'agit des près de 60% de la population qui plébiscitaient l'ex parti aux législatives successives et ses candidats successifs à la présidentielle de 2005 et 2010. Ce premier élément de l'équation s'ajoute à l'afflux de désillusionnés de l'opposition aux portes du Président Faure Essozimna Gnassingbé qui, pour réaliser le rêve du plus grand nombre de contribuer dans un élan participationniste à la construction du Togo, a dû faire de l'ouverture.

Les causeries citoyennes entreprises et conduites par le Président de la République et le Secrétaire Général Esso Solitoki pour libérer la parole et promouvoir une démocratie à la base avaient permis à l'ex RPT d'anticiper sur plusieurs défis qui se posaient à la majorité et au pays. La pacification du débat, notamment pendant la campagne pour l'élection législative de 2007 y avait pris source. Ensuite, ces causeries avaient favorisé l'apparition d'un environnement propice à l'appropriation de la nécessité de refonder le camp présidentiel dans un système qui tient beaucoup plus compte des aspirations du peuple. Les valeurs de partage équitable des richesses nationales ne vivent que de la transparence dans leur gestion. Le Président Faure Gnassingbé a eu des difficultés à as-



Georges Aidam,  
1<sup>er</sup> Vice Pdt de UNIR

soir cette politique, mais y est parvenu grâce à un courage qui a fait trébucher les adeptes de la volatilisation et de la dilapidation.

Il n'a pas utilisé des demi-mots pour mettre en garde et dénoncer tous ceux qui, même issus de son propre camp qui useraient encore du trafic d'influence dans les transactions, opérations et passation de marchés publics. Des arguments de taille pour les candidats de l'UNIR et qui sèmeront la débandade chez les candidats qui ont renié le cadre électoral et proclamé qu'ils ne participeront pas à une élection le 21 juillet 2013, avant de courir dans les ténèbres jusqu'à ne signer les dossiers de candidature que dans les locaux de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI). Certains des déçus de l'Arc-en-ciel et du CST ont même confié que leurs leaders espéraient qu'à quelques derniè-

res minutes de la clôture, le Gouvernement allait reporter à nouveau la date limite de dépôt. Les disputes dans la plupart des fiefs de l'UNIR étaient plutôt liées à la multitude de choix et nom à un problème d'électorat. Le parti présidentiel a offert un éventail de choix et, sans s'attendre à obtenir la totalité des sièges mis en jeu, UNIR compte plutôt sur l'Union des forces vives de la République, quel que soit le paysage politique qui sera issu des législatives du 21 juillet, pour ne plus parler de préalables à la consolidation de la démocratie ni au développement du Togo.

Elections législatives 2013 : 91 sièges repartis en 30 circonscriptions

Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a signé lundi 10 juin 2013, un décret répartissant par circonscription, les sièges à pourvoir à l'Assemblée nationale qui sera issue du scrutin fixé au 21 juillet 2013. Le nombre de circonscriptions est fixé à 30, dont Lomé absorbe le plus grand nombre de sièges : 10 contre cinq précédemment. Cette décision est l'une des marques d'ouverture, tenant compte notamment des recommandations pertinentes des différentes missions d'observation de l'Union Européenne à la suite de la dernière élection législative du 14 octobre 2007, mais aussi de la densité de la population comme l'indique les derniers recensements de la population en 2010 et électoral de cette année.

Dans le même souci d'apaisement et de prise en compte des préalables de l'opposition extrémiste, le délai de dépôt de candidatures initialement fixé hier 10 juin, avait été repoussé par un décret présidentiel au 16 juin. Les Togolais en âge de voter et régulièrement inscrits sur les listes électorales choisiront leurs représentants au Parlement le 21 juillet prochain.

Peter AWUI

## CST et Arc-en-ciel cherchent alternance à la maison !

Ils sont prêts à aller aux élections qu'ils sont prêts à boycotter. De préalables en préalables, sans concorde, l'opposition togolaise est dans une fièvre indescriptible, le les collectifs

le terrain, avec pour la première fois au Togo, les mêmes moyens. Je ne parle pas de stratégie et de capital humain.

Sur ces deux plans, UNIR n'a aucun

serait-ce que l'harmonie des contraires, en préférant les contraires de l'harmonie.

La course est engagée, et après plus de 48 heures maintenant, il est



Jean-Pierre  
Fabre

« Sauvons le Togo » et « Arc-en-ciel ont lancé et continuent d'entretenir les menaces sur les électeurs et le processus électoral. Si ce dernier s'en sort avec toutes les chances de réussite que lui donnent le Président de la République, le Gouvernement et la sincérité des membres de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), la base dont les deux regroupements prétendent avoir ne tardera pas à se tirer d'affaire dans les rangs des partis qui sont déjà sur



Brigitte  
Adjámábo

souci, puisque, le parti présidentiel avait enregistré un nombre de candidats à la candidature, supérieur au nombre total de candidats (1174) retenus par la Cour Constitutionnelle pour l'ensemble des formations en compétition, toutes tendances confondues. Les Togolais se rendront compte en attendant le soir du 21 juillet, que des brevetés et certifiés des préalables auront un nombre de voix inférieur à ce nombre total de candidatures. Le CST et l'ARC ont refusé de faire ne



Zeus  
Ajavon

légitime de se demander comment des formations politiques qui cherchent alternance à la maison, peuvent être recevables à contester les résultats d'un scrutin qu'ils ont diabolisé. Ils n'ont d'ailleurs comme projet de société que cette alternance face à un parti qui lutte contre la faim et pour l'amélioration des conditions de vie des Togolais, la modernisation du Togo et le rayonnement internationale de notre beau pays.

Rosenbloom ADOUKOUNA

## AFFAIRE KPATCHA GNASSINGBÉ

## La Cour de la CEDEAO équitale

**La Cour de Justice de la CEDEAO a déclaré hier que l'immunité de l'ex député de Kara, Kpatcha Gnassingbé n'avait pas été violée dans son arrestation, son procès et sa condamnation dans l'affaire de tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat perpétrée le 12 avril 2009. Cette décision est en droit fondé sur le flagrant délit où l'exception d'immunité ne peut pas être invoquée. C'est l'esprit de la Constitution Togolaise. La haute juridiction de la CEDEAO a estimé par contre que l'Etat togolais est responsable des actes de torture allégués par les coaccusés de Kpatcha, commis par les préposés de l'administration.**

Sans préciser le degré des sévices qu'auraient subis les plaignants, la Cour a donné acte à l'Etat en ce qu'il offre de réparer les dommages allégués. Là encore il reste à savoir le montant de la réparation.

Cette tentative de coup d'Etat que le confrère Jeune Afrique avait qualifiée de « putsch de Pâques », visait à « remplacer la force de la raison par la raison de la force » comme l'avait souligné pathétiquement le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé dans son premier discours suite à ces événements malheureux, était l'œuvre machiavélique de ceux qui se voyaient dans le viseur des réformes courageuses qui ont permis au Togo d'être éligible à l'Initiative PPTE et de bénéficier de l'annulation de sa dette.

Lors du procès devant la Cour Suprême du Togo, plusieurs contradictions avaient été relevées dans les déclarations du cerveau de cette affaire de coup d'Etat, Kpatcha Gnassingbé et de ses propres avocats. Devant la Cour, Zeus

Ajavon et ses confrères avocats de l'ex député et de ses coaccusés avaient tenté de lui faire porter l'écharpe pour faire valoir son immunité parlementaire.



Kpatcha Gnassingbé

Des médias s'étaient mis au service de l'épouse de l'ex député pour crier à la tentative d'assassinat de son mari.

Somme toute, il a fallu tenir effectivement ce procès – le tout premier – dans les mul-

tiplés tentatives de déstabilisation des institutions de la République. Le concepteur du plan d'attaque, le général Assani Tidjani lui, est mort l'an

dernier pendant qu'il bénéficiait d'une mise en liberté provisoire pour raison de santé pour recevoir des soins en France.

Condamnés le 15 septembre 2011 par la Chambre judiciaire de la Cour Suprême,

trois des comploteurs de la tentative d'atteinte à la sûreté de l'Etat ont bénéficié de la remise de leur peine par grâce présidentielle. Adjinon Kossi Lambert, Towbeli Kouma et Pali Afeignindou sont ainsi les premiers bénéficiaires de la magnanimité du Chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé. Les Togolais croient ou peuvent désormais croire en la conviction profonde du Président de la République : la priorité n'était pas la sécurité ou la sûreté de sa personne, mais la sécurité et la sûreté des institutions de la République.

Le procès historique qui condamne pour la première fois les auteurs des tentatives de déstabilisation du Togo a la particularité d'avoir déterminé que des compatriotes étaient coauteurs ou complices de complots. Depuis leur condamnation, si le Chef de l'Etat se faisait un souci, c'était celui de voir tous ses compatriotes libres, tant dans leurs mouvements que dans leurs entreprises, mais jamais de contraindre qui que ce soit, ni par le corps ni par l'esprit de se sentir fils de l'Or de l'Humanité. Dans tous les cas, les condamnés avaient reconnu leur implication, quoiqu'à des degrés différents, dans la préparation de la sale opération de substitution de la force de la loi par la loi de la force.

Le décret de remise de

peine pris le 14 février 2013 – jour de l'amour – est la manifestation la plus visible de l'affection du Président Faure Gnassingbé pour les Droits de l'Homme. Les bénéficiaires de la grâce présidentielle retrouvent ainsi leurs familles, dont ils n'étaient séparés que par le fait de leur participation de la tentative de coup d'Etat que le confrère Jeune Afrique avait qualifiée de « Putsch de Pâques ».

La grâce présidentielle vient confirmer la bonne foi mais aussi le refus du Chef de l'Etat de se livrer à un culte de la personnalité. Voilà pourquoi le putsch manqué du 12 avril 2009 avait produit presque la même émotion que les agressions terroristes perpétrées contre les grands marchés de Lomé et de Kara. La libération de Lambert Kossi Adjinon, Towbeli Kouma et de Pali Afeignindou permet de décerner au Président de la République togolaise, le titre de « Père Magnanime de la Tolérance ». En tout cas Faure Gnassingbé prie beaucoup pour son pays, pour la réconciliation des Togolais, et même pour ses ennemis. Il a tenu cette conviction profonde jusqu'au mur des lamentations des lieux saints d'Israël, et il vient de montrer que sa politique de pardon est impersonnelle.

Trésor SAMA

## Agbéyomé Kodjo veut rééditer les tueries de Fréau Jardin

**Candidature et déclaration de guerre dans le sac, Agbéyomé Kodjo veut être, non pas le plus opposant, mais le plus incendiaire des opposants. Alors qu'il est le plus à même de savoir ou reconnaître que les conditions de crédibilité et de transparence sont réunies pour une compétition loyale et équitale, le responsable du parti Obuts se livre à des déclarations incendiaires pour semer la confusion dans l'opinion. Ces déclarations ne font d'ailleurs que démobiler ses rares militants. Malgré les largesses du Général Eyadema – son faiseur d'homme –, Gabriel Agbéyomé n'avait réussi à aucune élection législative à battre son opposant historique du CAR dans leur village commun.**

Si Agbéyomé met tout en œuvre pour organiser un carnage ou faire couler du sang d'innocents Togolais, le Gouvernement mettra lui aussi tout en œuvre pour protéger les populations pendant le processus électoral en cours et qui aboutira au scrutin le 21 juillet prochain. On se rappelle que Gabriel Agbéyomé fait partie de ceux qui avaient caricaturé l'image du Togo dans le sale dessein de nuire à son économie et à son rôle de carrefour international qu'il continue de jouer malgré ces vicissitudes. Ils avaient pu allier des Togolais peu scrupuleux pour les intérêts de leur propre pays. Leurs capacités de nuisance communes et conjuguées avaient conduit à la rupture de la coopération entre l'Union Européenne et le Togo. Le dernier fait

illustratif de cette machination politicienne acharnée remonte au 26 Janvier 1993 quand la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), l'Union des Forces du Changement (UFC) et le Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) ont commandité une fusillade à Fréau Jardin, avec la complicité active de l'ex ministre de l'Intérieur Gabriel Agbéyomé Kodjo – aujourd'hui dans l'opposition extrémiste – pour l'imputer aux forces de l'ordre et de sécurité au moment où les ministres allemand et français des Affaires Etrangères étaient arrivés dans notre capitale pour aider la classe politique togolaise à renouer avec le dialogue à quelque mois de la première élection présidentielle de l'ère démocratique ». C'est cet événement tragique qui avait

servi de motif principal aux ministres de la Transition qui avait fait le déplacement de Bruxelles pour demander à Jacques Santer, alors président de la Commission Européenne de suspendre la coopération entre son institution et leur propre pays. Et pendant plus de quinze ans, le Togo est privée de l'aide européenne.

Avant la suspension de l'aide de l'UE au Togo, le Gouvernement recrutait chaque année 1 500 agents directement dans la fonction publique. Cet élan a été estompé depuis 1993, ainsi que les avances de solde octroyées aux diplômés en quête d'un emploi. Statistiquement en 2013, ce rythme de recrutement à lui seul aurait ouvert les portes du travail à plus de trente mille (30 000) nouveaux travailleurs dont la moitié auraient déjà accompli plus de la moitié de leur carrière. Léopold Messan Gnininvi,



Agbéyomé Kodjo, Pdt de OBUTS

Kodjo Agbéyomé et Gilchrist Olymio portent l'entière responsabilité de ce recul de l'emploi au Togo. Ce sujet ris-

que de devenir un casse-tête chinois pour ces acteurs de la vie politique nationale.

Rosenbloom ADOUKOUNA

Le Médiateur, votre journal, désormais  
sur le web: [www.togopage.com](http://www.togopage.com)

LEGISLATIVES 2013

# Professionnalisme des médias pour un processus électoral apaisé au Togo

**Le Togo s'est doté d'un Code de la presse et de la communication qui s'est révélé comme l'un des plus libéraux, tant en ses dispositions que dans son application. Mais la gestion de la dépénalisation par les professionnels reste à désirer, et la régulation est pointée du doigt par les journalistes comme un frein au libre exercice des libertés. Dans un contexte électoral comme celui en cours au Togo, les médias ont une influence importante sur les élections et participent également à la perception du régime par les pays étrangers.**

Pour le bon déroulement des élections, celles-ci doivent être libres et équitables. La liberté d'expression doit être garantie pour que les citoyens et tous les partis politiques s'expriment sans aucune crainte. Les médias devront être libres de communiquer aux citoyens tout ce qui a été dit dans la campagne électorale sans être soumis aux pressions qui puissent endiguer la vérité. Le journalisme professionnel a donc pour mis-

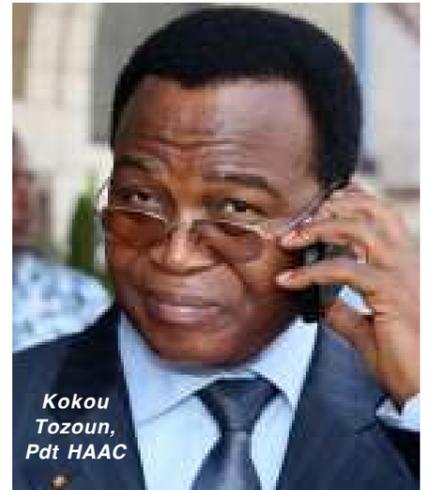
sion d'informer entièrement les citoyens sur les problèmes et sujets importants et les alternatives proposées afin qu'ils puissent voter consciemment, c'est-à-dire en toute connaissance de cause. Ce qui permet d'obtenir des résultats qui reflètent parfaitement le degré de lucidité de l'électorat. Les choix des électeurs pourront donc être guidés, grâce au professionnalisme des médias, par la pertinence des projets de société

que les différents candidats ou partis politiques en compétitions portent pour réaliser la prospérité du pays. C'est le décryptage, un véritable « dé-pouillement » des programmes politiques développés par les candidats pendant la campagne électorale. L'exigence d'une élection équitable implique que des lois garantissent pour tous les citoyens un scrutin secret. Tous les candidats doivent par ailleurs avoir les mêmes droits et les mêmes chances de mener leurs campagnes électorales sans interférence quelconque.

Les lois doivent être appliquées d'une façon équitable et chacun doit respecter les résultats du scrutin. Là aussi, les médias devront faciliter la compréhension par les candidats des différentes étapes et

opérations du scrutin pour accepter les résultats ou connaître les procédures légales pour les contester. C'est pourquoi tous les médias doivent avoir accès à l'information électorale.

Les élections représentent un énorme défi pour les médias. Il est donc impératif que les journalistes connaissent les lois électorales. D'autant plus que leurs reportages consacrés aux candidats, aux partis politiques et aux sujets importants doivent être objectifs. Les médias devraient être la voix des électeurs. Les critères du journalisme professionnel comme l'exactitude, l'objectivité et la responsabilité doivent être respectés par tous les journalistes. Par ailleurs, les journalistes doi-



Kokou Tozoun, Pdt HAAC

vent être prêts à travailler pendant une période limitée et dans des conditions tendues où des pressions provenant des partis avec d'importants enjeux sont envisageables.

## 15 ANS DE TOGO CELLULAIRE

# 15 ans d'engagement dans l'humanitaire et l'excellence

Pour accompagner la politique du Chef de l'Etat en faveur des couches défavorisées et vulnérable de la population, Togo Cellulaire donne le meilleur du partenariat avec ses abonnés, c'est la responsabilité sociale qu'elle s'est donnée et qu'elle assume avec ferveur. Elle s'est illustrée dans l'appui multiforme aux universités de Lomé et de Kara, aux centres de prise en charge des personnes handicapées et autres personnes vulnérables. Dans cette constance, Togo Cellulaire a offert en juillet 2011, des opérations chirurgicales gratuites au CHU de Kara notamment, au bénéfice des enfants souffrant de malformations. Le Directeur Général Atcha-Dedji Affoh a pris les dispositions qui s'imposent pour permettre aux médecins volontaires engagés dans cette action humanitaire, d'organiser le suivi et la prise en charge post opératoire. Au plan de l'excellence, le leader de la téléphonie mobile au Togo n'a pas hésité à accorder une enveloppe finan-

cière de 30 millions à l'association « Réseau pour l'Excellence » de M. Didier Acouetey, pour financer un programme d'accès des étudiants méritants de notre pays aux meilleures universités africaines et étrangères, contribuant ainsi à préparer des élites dynamiques pour la relève de demain.

Le 05 février 2013, le Directeur Général Atcha-Dedji Affoh a signé avec les autorités universitaires de Kara, un partenariat qui permet au deuxième pôle du savoir au Togo, l'Université de Kara de se doter sous peu d'un centre des NTIC d'une aire de 762 m2, constituée d'une salle de travail, d'une salle de visioconférences, véritables outils de formations à distance. Ce centre sera le deuxième de la sous-région après celui de Ouagadougou construit, lui grâce à la Coopération française. D'un coût total de plus de 650 millions F CFA, le financement consiste en la construction du Centre sur le site de l'UK à Pya avec une dotation en équipe-



ments informatiques de plus de 227 ordinateurs avec connexion internet haut débit. Le président de l'Université de Kara, Pr Tchakpele Komi

Paalamwé confie que « La société Togo Cellulaire a compris très tôt que les consommateurs de ses produits de demain sont dans les universi-

tés... », et le généreux partenaire confirme par la voix de son Directeur Général que « pas de LMD sans l'outil informatique ».

# Une thérapie avec la technocratie du DG Atcha-Dedji Affoh

La téléphonie mobile est un secteur où le défi de la croissance, du développement et de la compétitive commande que les dirigeants des sociétés opératrice aient un leadership incontestable. Les premiers opérateurs de la téléphonie mobile au Togo, TOGO CELLULAIRE a réussi à s'adjuger l'ensemble de ces critères de performance, tant en matière d'innovation dans les services offerts que dans la croissance profitable à l'économie nationale. Comme sorti d'une école de guerre économique, le Directeur Générale de TOGO CEL-

LULAIRE, Atcha-Dedji Affoh a instauré un esprit de collaboration où, de l'équipe d'accueil au guichet en remontant jusqu'aux collaborateurs immédiats, les relations interpersonnelles ont un impact positif direct sur les résultats de l'entreprise. En véritable « commandant des opérations », Atcha-Dedji Affoh dirige la démarche qualité avec des « unités d'élite » telles que la Direction Commerciale et Marketing, principal pilote de la politique clientèle.

Tout en poursuivant avec



Atcha-Dedji Affoh, DG Togocellulaire

constance, jusqu'à leur dernières poches de résistance les défis de performance et de compétitivité au bénéfice du

parc de près de deux millions d'abonnés, le leader de la téléphonie mobile de notre pays continue sa tradition de partage des bénéfices avec ses clients. Sa bonne gestion et sa dynamique de croissance permettent à TOGO CELLULAIRE de surclasser tant de multinationales. Une source proche du Gouvernement, sans donner de chiffres, avait indiqué que cette société contribue pour une part très importante au budget de l'Etat. Ce qui

permet naturellement aux autorités de poursuivre la politique des grands travaux d'infrastructures routières, sanitaires et scolaires, une aubaine pour la réalisation des OMD.

*Le Sida n'est pas une fatalité, alors protégeons-nous*

# TOGO : Ne demandez pas à Fabre de reconnaître la liberté aux Journalistes

**Le Togo aura toujours la particularité d'être le pays en consolidation démocratique où des opposants, prétendants auto confirmés à la défense de la liberté de la presse, n'auront besoin que de la clémence des journalistes et professionnels des médias pour sortir du cercle des prédateurs de la liberté d'expression et de presse.**

Ayant ignoré que la liberté de presse n'a pas de contexte spécifique pour s'affirmer, le responsable du dernier parti de l'opposition extrémiste togolaise n'avait de considération ni pour le voyage qu'il effectuait à la sueur de ses alliés des marches des samedis, ni pour les journalistes qui le défendent, ni pour les organisations nationales, régionales et internationales des journalistes qui défendent ses propres appendis médiatiques. Fabre

Jean-Pierre est de ceux-là qui exigeaient du Gouvernement qu'il livre les suspects recherchés ou identifiés à l'occasion de certaines atteintes aux Droits de l'Homme y compris la mort par balle accidentelle d'un élève (Anselme Sinandaré) mêlé aux manifestations des enseignants et travailleurs à Dapaong. Mais il a prouvé à la face des Togolais et du monde qu'il était un aspirant pirate pour exiger des compagnies aériennes qu'elles lui livrent

les journalistes togolais qui ne font pas la propagande de ses préalables fantoches pour la participation de son parti (ANC, Alliance Nationale pour le Changement) aux scrutins à venir.

Le présumé leader du collectif dit « Sauvons le Togo » a signé sa reddition devant une certaine diaspora, si elle est effectivement de l'opposition, à l'occasion du voyage touristique que Fabre avait effectué avec ses collègues de la coalition arc-en-ciel en Europe, à la recherche de soutiens chez des personnalités et institutions afin que ces dernières dénoncent la coopération qu'elles entretiennent avec le Togo. Ayant échoué, Fabre ne peut

que s'attaquer aux journalistes, tel que Jean-Paul Agbo-Ahouelete, directeur du bimensuel Focus Infos, par des propos intimidateurs et prédateurs.

Les propos tenus par le responsable à la communication de l'ANC, Eric Dupuy sur les ondes de la radio Victoire FM, dénotent de tout le dédain que nourrit l'organisateur des championnats de marches depuis le 6 mars 2010 à la suite de sa débâcle à la dernière présidentielle togolaise : « Ce journaliste m'a insulté à maintes reprises dans son journal sans aucun fondement. (...) Quand il s'agit de gens aussi malhonnêtes, je ne pense pas qu'il faille polémiquer là-dessus. Je connais



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

le degré d'honnêteté de ce garçon. Si on était dans un pays de droit j'aurais porté plainte contre lui et j'aurais eu raison de lui », a conclu M. Dupuy.

Il ne reste à Fabre que les moyens de la piraterie aérienne, sinon il aurait détourné l'avion d'Air-France qui le ramenait de Paris à Lomé mercredi dernier avec à bord le journaliste Jean-Paul Agbo-Ahouelete qu'il n'aurait pas hésité à enlever et à prendre en otage. C'était la même démarche lors de leurs marches de protestations qu'ils avaient qualifiées de « derniers tours de Jéricho » où ils avaient promis toutes sortes d'horreurs, très concordantes avec les incendies criminels de Kara et de Lomé.

Alors, les journalistes sont en droit de se demander qui les protégera à l'occasion de la couverture de la campagne pour l'élection législative du 21 juillet 2013.

**Rosenbloom ADOUKOUNA**

## Pas de développement sans protection de l'environnement

**A la faveur de la politique pragmatique de la Révolution verte du Président Eyadema depuis 1977, le 1<sup>er</sup> juin est devenu une date repère qui montre que le Togo avait pris en compte l'équation environnementale du développement durable. La tradition est respectée cette année avec la détermination du Gouvernement et la participation des communautés à travers les groupements de jeunes et cadres. A Tchébébé, le leadership est assuré par M. Kabassima Mugwé-Berma et une pléiade de jeunes, qui se sont lancés dans la célébration du mois de l'environnement.**

source de faiblesse des revenus agricoles par rapport aux efforts fournis par les laborieux paysans, et les

changements climatiques. Une véritable session de reboisement pour s'impliquer dans l'exécution de la Ca-

Le 31 mai 2013, M. Kabassima a initié à l'attention de la jeunesse de cette localité de la préfecture de Sotouboua, une sensibilisation de proximité sur l'importance du reboisement dans la lutte contre la dégradation des sols,



Dede-Ahouefa-Ekoué, Ministre de l'Environnement

ravane Nationale de l'Environnement et du Développement Durable (CNEDD) en cours sous le haut patronage du Président Faure Gnassingbé, lancée par la ministre Dédé Ahouefa Ekoué. Des plants de Khaya Senegalensis ont été mis en terre par l'organisateur de cette opération avec la participation des Comités villageois de développement (CVD) et les populations. Le reboisement a concerné plusieurs sites publics de la localité notamment l'Unité Périphérique de Soins (USP), le centre socioculturel, le lycée moderne, l'église catholique et la mosquée principale. D'autres plants ont été offerts en vue du même reboisement dans d'autres villages du canton. Un tournoi de football, facteur de mobilisation et de rassemblement, a été mis à contribution pour sensibiliser les populations

du canton de Tchébébé sur les valeurs constructives de la paix, de la cohabitation pacifique de tous les courants religieux ou politiques. Tout comme au lancement du reboisement, M. Kabassima a insisté dans la soirée autour du rafraîchissement qu'il a offert, sur l'unité, la non-violence, la bonne gestion du reboisement etc. qui, selon lui, contribueront à la politique de développement participatif intégrée, promue par le Président de la République.

La ministre Dédé Ahouefa Ekoué peut donc se réjouir de l'appropriation progressive par les populations et les communautés, de l'approche environnementale comme stratégie de développement à la base.

**Peter AWUI**



**ASSOCIATION SPV - TOGO**

SECURITE PUBLIQUE AU VOLANT  
Lutte contre les accidents de circulation

Récépissé N°0084/MATDCL- Cél: +228 90 31 18 23 / +228 98 54 89 29  
E-mail: assik2008@gmail.com - Siège social Agoè Tléssou face poste de police antgang.

---

Lomé, le 05 / 07 / 2013

Réf: SPV001/C1/2013



**COMMUNIQUE**

Le Togo fait parti des pays qui importent des voitures et des motos neuves et d'occasion. Certains de ces engins sont dans un état précaire qui fait d'eux des dangers publics causant beaucoup d'accidents de circulation. Parmi les causes, certaines proviennent des défaillances mécaniques telles qu'éclatement des pneus, pannes techniques, etc... et d'autres, des facteurs humains tels que l'imprudence, le téléphone portable, l'excès de vitesse, les surcharges, la fatigue, la conduite agressive, la mauvaises traversées des piétons, l'irrespect de la distance de sécurité, l'alcoolisme, le non respect du code de la route, etc...

La situation dans les services de traumatologie est très alarmante et augmente de jour en jour. Devant cette recrudescence des accidents de circulation causant des pertes en vies humaines puis des dégâts collatéraux et surtout en cette période ELECTORIALE où la MOBILITE est très intense, l'Association S.P.V.-Togo Sécurité Publique au Volant invite tous les acteurs politiques, les partisans et tous les usagers de la route à redoubler de PRUDENCE et demande en outre à tous les conducteurs d'aller chez leurs mécaniciens faire le contrôle minutieux des engins destinés pour la campagne électorale notamment la vérification:

- du système de freinage,
- de la pneumatique,
- du système de direction,
- des amortisseurs,
- le réglage des phares,
- etc...

pour le bonheur de tous.

Le Directeur Exécutif



Kozolwé ASSIH

---

AVEC LA S.P.V.-Togo, L'AVENIR EST AU PRESENT

## Le Médiateur

Hebdomadaire Panafricain  
d'Informations d'Analyses  
et de publicité

Récépissé  
No 0392/26/01/2010/HAAC  
Siège social : Agoènyivé  
Assiyéyé, 2<sup>e</sup> porte 3<sup>e</sup> rue à  
gauche après l'Eglise des AD.  
BP : 321 LOME  
Tél. :  
+228 90 24 11 51 / 90 90 92 93  
E-mail : awuipeter@yahoo.fr  
Site web: www.togopage.com

**Directeur Général chargé  
de la Publication :**  
AWUI Egoulou Ali Peter

**Directeur de la Rédaction  
chargé du desk politique :**  
ADOUKOUNA Rosenbloom

**Chef des Reportages :**  
Trésor SAMA

**Service commercial :**  
22 46 02 46

**Enquêtes :**  
Dos Passos et Rosenbloom

**Infographie:**  
Benjamin K. TCHABI

**Imprimerie :**  
La Colombe

**Tirage :**  
3000 exemplaires

## LE SAVEZ-VOUS? DU NOMADE WIFI POUR CONNECTER 5 UTILISATEURS A LA FOIS



Vous avez la clé HELIM Nomade? Mais il y a encore une option très bénéfique pour travailler en groupe. HELIM NOMADE WIFI vous offre les mêmes qualités que la clé HELIM Nomade. Mais en plus...

LIRE LA SUITE

**VOUS ALLEZ AIMER TRAVAILLER EN GROUPE!**

Avec votre clé haut débit HELIM Nomade, arrivez-vous à fournir assez de temps de connexion pour toute la famille? Et vous qui êtes dans les PME? Avez-vous la connexion adéquate pour votre petit personnel? Que dire alors des associations qui organisent des camps-chantier avec les touristes? Avez-vous la connexion Internet idéale pour les réunions du staff en pleine zone rurale?



Désormais vous avez HELIM NOMADE WIFI, le routeur discret qui vous permet de vous connecter en groupe à très haut débit. En plus de vous, 4 personnes peuvent également se connecter au même moment. Fini les demandes du genre "Passes-moi ta clé pour quelques minutes", "Tu permets ? Je vais juste consulter mes e-mails", etc. Vous êtes connecté et avec vous, vos enfants, vos amis ou vos collègues. Actuellement, TOGO TELECOM met à votre disposition le pack HELIM NOMADE WIFI, composé :

- d'un (1) routeur
- d'une (1) carte SIM avec activation Internet

et

d'un (1) forfait HELIM Nomade PLATINUM, haut débit illimité d'un mois, le tout à seulement.99 000 F CFA

**NOS OBJECTIFS SONT CLAIRS.**

La vision de TOGO TELECOM n'est plus un secret pour personne : dans la vulgarisation des TIC, les outils de communication doivent s'adapter aux différents modes de vie de la population. En fixité ou en déplacement, en groupe ou en solitaire, en entreprise ou à la maison, nos outils varient par leur fonctionnalités mais vise le même but: rendre vos communications plus aisées. Avec les offres haut-débits de TOGO TELECOM et les diminutions de tarifs, communiquer

# TOGO CELLULAIRE



## CADEAUX DES 15<sup>1998/2013</sup> ANS

du 1<sup>er</sup> au 31 Juillet 2013

### PACK TOGOCEL S510

Appareil + Abonnement



5.000  
FTC

### PACK NOKIA 1280

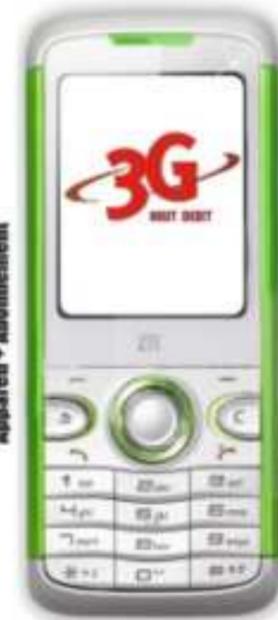
Appareil + Abonnement



10.000  
FTC

### PACK ZTE F100

Appareil + Abonnement



40.000  
FTC



### PACK MODEM USB GPRS/EDGE/3G

15.000  
FTC

Le prix de vente  
du forfaits Internet  
30 jours est ramenés  
à 10 000 F cfa TTC.

### PACK PC PORTABLE ACER

240.000  
FTC



Appareil + Modem + Abonnement

### Smartphone BlackBerry®

#### GEMINI 8520

Appareil + Abonnement



79.000  
FTC

#### JAVELIN 8900

Appareil + Abonnement



110.000  
FTC



LE LEADER